

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 16 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 avril 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRALE EOLIENNE DU PLAN DU PAL**

74 Rue Lieutenant de Montcabrier  
Technoparc de Mazeran - CS 10034  
34500 Béziers

Références : UID11/66-C3-2025-236  
Code AIOT : 0006605551

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2025 dans l'établissement de la société CENTRALE EOLIENNE DU PLAN DU PAL implanté CHATEAU LASTOURS PLATEAU DU PLAN DU PAL à PORTEL-DES-CORBIERES (11490). L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRALE EOLIENNE DU PLAN DU PAL
- CHATEAU LASTOURS PLATEAU DU PLAN DU PAL 11490 PORTEL-DES-CORBIERES
- Code AIOT : 0006605551
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance de 11,775 MW) mis en service en 2010.

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Balisage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Susceptible de suites	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 22	/	Sans objet
13	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
16	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires de manière récurrente, en particulier concernant la gestion des déchets et la formation de son personnel, qui conduisent l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité son installation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité</p>

électrique.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'envoi du rapport de l'inspection du 29 juin 2022, l'exploitant avait transmis les rapports de contrôles périodiques réalisés en mai 2022 par un organisme extérieur, SOCOTEC, pour chaque éolienne. Ses rapports mentionnent la conformité de la mesure de continuité de la mise à la terre. Par ailleurs, l'exploitant a fourni les rapports de contrôle réalisés en mai et août 2024 par un organisme extérieur, SOCOTEC, pour chaque éolienne. Ses rapports mentionnent aussi la conformité de la mesure de continuité de la mise à la terre. Toutefois, certains de ces rapports font état d'observations.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que, depuis 2021, l'organisme de contrôle doit être compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité les installations au regard des observations présentes dans les rapports de 2024 et transmettre les justificatifs au service de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'envoi du rapport de l'inspection du 29 juin 2022, l'exploitant avait transmis le support de la formation réalisée en interne qui fait référence à la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux procédures à suivre en cas d'urgence. En outre, il avait fourni les attestations du personnel intervenant sur site.</p>

Enfin, l'exploitant a transmis le compte-rendu de l'exercice réalisé le 24 avril 2023, pour un scénario de malaise d'un technicien et concerne le parc de Cuxac-d'Aude et celui de l'exercice réalisé le 11 octobre 2024, pour un scénario de feu d'éolienne et de chute de pale. Le premier exercice ne répond pas aux types d'exercice prévus à l'article 15 qui concernent les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 susmentionné. De plus, les exercices doivent être réalisés sur le parc exploité et non sur un autre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder à un exercice d'entraînement aux procédures d'urgence des risques accidentels de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011, sur le parc, en lien, si possible, avec les services de secours et transmettre les justificatifs de l'exercice au service de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le registre comportant les informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les extraits pour 2024 et 2025 du registre, qu'il tient à jour pour son installation, dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a toujours pas pu justifier que les installations utilisées pour l'élimination des déchets, notamment l'installation de transit de la société ENERCON de Narbonne, sont régulièrement autorisées. L'exploitant s'est engagée lors de la visite à mettre en place des containers, engagement déjà fait lors de la visite de 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en conformité la gestion des déchets de son parc en utilisant une filière régulièrement autorisée, les containers étant tolérés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni les bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour 2024 et 2025. Ces bordereaux sont tous au nom du maintenancier, la société ENERCON, et non au nom de l'exploitant, Centrale Eolienne de Couloumi. Les BSD concernent les deux parcs, celui de Couloumi et celui de Plan du Pal.</p> <p>Par ailleurs, plusieurs des BSD fournis n'ont ni la partie réception ni la partie élimination remplie notamment pour des déchets pris en charge en février 2024.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas pu justifier que la rupture de traçabilité de son prestataire était autorisée par arrêté préfectoral.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit mettre son site en conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en mettant les BSD au nom de l'exploitant du parc,</li> <li>- en remplissant la totalité des bordereaux (réception et élimination),</li> <li>- en justifiant, si nécessaire, que son prestataire est autorisé, par arrêté préfectoral, pour la rupture de traçabilité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au</p>



Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li> <li>- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li> <li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li> <li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li> </ul> <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré, sous OREOL, les étapes de la vie du parc, toutefois : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le statut de la situation administrative est en instruction alors qu'elle devrait être en exploitation,</li> <li>- le renouvellement 1 n'est pas substantiel mais notable.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre à jour le statut de la situation administrative et le type pour le renouvellement 1 et en informer le service d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, les éoliennes E2, E4 et E5 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneautage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b>  Les numéros affichés sur les éoliennes contrôlées correspondent à ceux déclarés sur OREOL. Leur affichage n'est pas de taille, ni positionné de manière optimale pour être lisible de loin en arrivant par les pistes d'accès. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées, toutefois le panneautage du poste de livraison n'est pas à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'affichage des numéros d'éolienne et le panneautage du poste de livraison doivent être mis en cohérence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur des aérogénérateurs E2, E4 et E5 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :  - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).  Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b>  L'exploitation a fourni les consignes de sécurité qu'il a établies ainsi que les attestations de formations du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les rapports de contrôle de moins d'un an pour les extincteurs des éoliennes et des postes de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage diurne et nocturne du parc éolien est réalisé conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les numéros de certification du service technique de l'aviation civile (STAC) pour les dispositifs de balisage de jour et de nuit. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu justifier du respect des dispositions d'implantation du balisage de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne (seule une éolienne est balisée).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs du respect des dispositions d'implantation du balisage de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : Débroussaillage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant débrousaille autour des installations sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que sur

10 mètres de part et d'autre des voies y donnant accès.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un cahier des charges mentionnant les travaux de débroussaillage. Pour les éoliennes, ce devis mentionne bien le rayon de 50 m autour des machines mais pas pour le poste de livraison qui est aussi réglementairement une installation. Par ailleurs, il n'y est pas fait mention des 10 m pour les voies d'accès.</p> <p>Enfin, l'exploitant a fourni des photographies transmises par le prestataire après débroussaillage. Ces photographies ne permettent pas de justifier du respect des contraintes de 50 et 10 m et ainsi ne permettent pas de justifier de la conformité à la législation et de la bonne réalisation du débroussaillage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection son cahier des charges mis à jour et établir un document permettant de justifier du respect des contraintes de débroussaillage pour son prestataire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'au 24 août 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite